

Le travail des femmes à l'heure de la mondialisation néo-libérale

PAR ANDRÉE LÉVESQUE

The author examines changes in society as a result of the restructuring of work and globalization. She argues that women will bear the brunt of the current economic crisis because of their specific position in labour force where they continue to be source of cheap, non-unionized, and part-time labour.

Dans tous les pays, la mondialisation des marchés remodèle la classe ouvrière soit par l'imposition de nouvelles règles comme celles prescrites par le FMI, soit par l'expérience de la déréglementation, soit enfin par une nouvelle division internationale du travail. Partout femmes et hommes sont affectés différemment. Partout des femmes se mobilisent et dénoncent les conséquences néfastes du néo-libéralisme. L'exemple des travailleuses au Canada et au Québec dans le contexte de la mondialisation néo-libérale illustre les différences de genre dans les professions, les salaires et les horaires et lie ces différences à la perpétuation du rôle traditionnel des femmes comme mères et ménagères.

Retour historique

Les femmes ont toujours travaillé, salariées ou non, et de tout temps leur contribution à l'économie familiale a été essentielle. À travers les âges, leur travail a pris diverses formes, il a investi différents secteurs et son évolution n'a pas été linéaire. Partout des éléments de changement ont coexisté et coexistent encore avec des éléments de continuité. À la fin du XIX^e siècle, avec la baisse de l'activité des femmes dans le travail salarié, s'impose le modèle de la

À côté des travaux rémunérés persistent les tâches domestiques non-rétribuées. Les études sur le salariat féminin ne peuvent ignorer ces activités sans valeur d'échange sur le marchés.

famille ouvrière dominée par un époux pourvoyeur gagnant un salaire qualifié de familial suffisant pour faire vivre sa femme à la maison, occupée à l'éducation des enfants et à l'entretien du foyer. Ceci n'était qu'un idéal : aujourd'hui comme au XIX^e siècle, la famille ouvrière a besoin de plus d'un salaire pour vivre convenablement.

L'industrialisation au XIX^e siècle permet à un grand nombre de femmes de travailler à l'extérieur du foyer pour la première fois. Elles subissent sur le marché du travail les séquelles d'avoir été constamment associées à un travail subalterne. Depuis la nuit des temps, en plus des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, elles contribuent à l'économie domestique par la couture, le filage ou autres travaux à domicile. Quand la production sort du foyer, l'usine perpétue les caractéristiques des travailleuses secondaires, dont le travail temporaire aide leur famille en attendant qu'elles se trouvent un

mari. À côté des travaux rémunérés persistent les tâches domestiques non-rétribuées. Les études sur le salariat féminin ne peuvent ignorer ces activités sans valeur d'échange sur le marché et néanmoins essentielles. Ce n'est pas notre but dans le présent article d'étudier les multiples formes du travail d'entretien et de reproduction, ni de rendre compte des tentatives de jauger sa valeur marchande. On doit cependant reconnaître les conséquences de cette forme de travail féminin sur la place occupée par les femmes dans le marché du travail.

Les ouvrières qui contribuèrent à la révolution industrielle du XIX^e siècle, par exemple dans les moulins de textile mais aussi dans d'autres industries de transformation, venaient habituellement de la campagne, filles de travailleurs agricoles délocalisés ou appauvris par la mécanisation et la concentration des fermes. Aujourd'hui, c'est du sein même de la famille qu'est issue la nouvelle force de travail quand les femmes mariées soit poursuivent leur travail salarié après le mariage et même après la naissance d'un enfant, soit retournent au travail après une interruption de quelques années quand les enfants sont tout-petits. La participation des femmes mariées à la main d'œuvre active n'est que la continuation d'une longue tendance accentuée pendant la Deuxième guerre mondiale, suivie d'un retrait relatif puis d'une remontée continue et accélérée depuis la fin des années 1950. Alors qu'au Canada comme en Europe et en Amérique du Nord la majorité des travailleuses sont célibataires, et ce malgré les progrès de la scolarisation, l'activité croissante

des femmes mariées présente un des changements les plus importants des dernières décennies. Au Canada, le nombre de femmes dans la main d'œuvre a plus que doublé dans les années 1970, portant leur taux d'activité de 38,3 pour cent en 1970 à 51,7 en 1980, et au Québec de 36,4 pour cent à 47,8 pour cent, pour atteindre en l'an 2000, 59 pour cent au Canada et 56 pour cent au Québec (Statistiques Canada 1985; 2001; Centre d'information et de documentation).

La présence remarquable des femmes dans le salariat ne modifie quand même pas la division sexuelle du travail : malgré les lois garantissant l'accès à toutes les professions, certaines sont étiquetées féminines, d'autres masculines. En général, dû à leur manque de formation ou à cause de discrimination plus ou moins subtile, les femmes accomplissent des tâches assignées à leur sexe. Nonobstant la transformation de l'économie durant les cinquante dernières années, l'ouverture aux femmes de plusieurs métiers traditionnellement masculins et le déclin relatif du secteur industriel lié à l'expansion prodigieuse du secteur tertiaire, les travailleuses se trouvent encore confinées à un éventail restreint de professions, investissant surtout le secteur tertiaire, c'est-à-dire dans les services dominés par les cols roses.¹ Au Québec, près de la moitié des travailleuses sont regroupées dans 15 professions, alors que seulement un quart des hommes occupent les 15 principales professions masculines.²

L'implantation de grands complexes industriels au XX^e siècle n'a pas empêché la perpétuation du travail à domicile et certains écrits qui célèbrent aujourd'hui une ère de post-industrialisation masquent l'expérience d'innombrables ouvrières, souvent des immigrantes, dans des petits ateliers ou à la maison. La confection de vêtements est typique de ce genre d'ouvrage. Depuis la nuit des temps, la couture a été l'occupation de choix des mères et

des petites filles. Nul besoin de sortir du foyer pour coudre et, croyait-on, toutes les mères pouvaient surveiller les enfants et une marmite sur le poêle tout en assemblant des douzaines de robes, de chemises ou de pantalons, car à ce rythme le travail dit à la pièce n'était pas payé à l'unité mais à la douzaine.

La division sexuelle des tâches domestiques exerce des contraintes sur le nombre d'heures que les femmes peuvent consacrer chaque semaine au travail rémunéré, contraintes qui se reflètent dans les écarts salariaux.

Ce genre de labeur était aussi caractérisé par le rôle des entrepreneurs et de leurs agents, ou *sous-contracteurs*, plus directement responsables de l'exploitation du travail que les grandes compagnies et les magasins à rayons qui empochaient la majeure partie des profits.³ Ces ateliers persistent encore, regroupant des femmes noires, asiatiques ou latines et, dans un climat de compétition pour les plus bas salaires, les conditions sont tout aussi exploiteuses qu'il y a un siècle. Tous les efforts déployés pour garder les salaires compétitifs n'empêchent pas l'industrie du vêtement de quitter régulièrement les pays développés pour s'établir dans ceux du Sud, surtout en Asie et en Amérique latine.⁴ Elle n'est qu'une des nombreuses industries qui, avides de profits, migrent vers des pays où la main d'œuvre bon marché, la faiblesse des normes environnementales et des syndicats répondent aux exigences de la productivité.

Le temps, les salaires et la division sexuelle du travail

L'importance du temps partiel marque une des grandes différences entre le travail des femmes et celui des hommes. Au Québec, en 1999, 25,7 pour cent des femmes et 9,6 pour cent des hommes détenaient au moins un emploi de trente heures ou moins par semaine.⁵ Ce genre d'emploi, dont le télétravail n'est que la forme la plus extrême, continuera à être essentiel pour un grand nombre de femmes, vendeuses, caissières, serveuses de restaurant et infirmières, qui doivent concilier les responsabilités familiales et le travail rémunéré. Des études ont révélé que la majorité des travailleuses à temps partiel acceptent ce genre de travail « par choix » (UE, FEDR-FC 2001). Si ce travail qu'on dit atypique constitue une solution pratique pour nombre d'entre elles, on peut quand même s'interroger sur le sens du mot choix pour des femmes qui continuent à devoir assumer les responsabilités domestiques et familiales.

Les femmes de la classe ouvrière, quelles que soient les attentes idéales, portent encore un double fardeau et continuent à assurer la reproduction de la force de travail en dépensant une plus grande partie de leurs revenus pour la santé, l'alimentation, l'éducation et les services qui augmentent la productivité et contribuent à la croissance économique. Les économistes qui tentent de quantifier de telles activités, pour évaluer combien il faudrait payer une autre personne pour accomplir ces tâches, arrivent à des sommes phénoménales. Qui fait quoi dans l'économie de marché et à l'extérieur de celle-ci, dans l'économie non-monetarisée, est intimement lié au sexe/genre. La division sexuelle des tâches domestiques exerce des contraintes sur le nombre d'heures que les femmes peuvent consacrer chaque semaine au travail rémunéré, contraintes qui se reflètent dans les écarts salariaux entre travailleuses et travailleurs.

En 2000, au Québec le salaire moyen des hommes pour le travail à temps plein et à temps partiel était de 719,75\$ et celui des femmes de 478,49\$ (Institut Statistique du Québec 2000). Cet écart ne semble pas se combler, au contraire. Ces dernières années, le travail de moins de trente heures par semaine a augmenté de 1 pour cent par année. Si l'on tient compte de toutes les sortes de travail, le salaire des Canadiennes atteint tout juste 56 pour cent de celui de leurs collègues.⁶ En 1997, 31,6 pour cent des femmes et 17,7 pour cent des hommes gagnaient moins de 10 000\$ par année, alors que 25 pour cent des femmes et 58 pour cent des hommes plus de 30 000\$ (Institut Statistique du Québec 2000).

Le travail des femmes et les crises de la mondialisation

Le partage inégal des tâches domestiques et des soins aux enfants a un impact immédiat sur la place des femmes dans le marché du travail et sur l'infériorité de leur revenu, mais la hiérarchie des sexes dans l'économie est aussi imputable aux changements entraînés par la mondialisation néolibérale de l'économie et par la division internationale du travail.

Depuis la fin des « Trente Glorieuses », ces années fastes qui suivent la Deuxième guerre, le capitalisme est en crise. Crise qui, ces dernières années, n'est qu'exacerbée par l'effondrement de l'économie asiatique et plus près de nous par les conséquences des événements du 11 septembre 2001. Malgré les pertes d'emplois depuis les attentats, la crise n'est pas ponctuelle mais bien structurelle et affecte la société en profondeur. Réfléchissant sur l'économie au tournant du millénaire, Vivianne Forrester s'exclamait : « Il n'y a pas de crise, pas de crises, mais une mutation » (Forrester 10). Mutation qui n'épargne aucune activité humaine et qui influe directement sur le travail. Dans leurs successions du plus en plus rapide, les crises ne

semblent que le bout d'une banquise mutative, c'est-à-dire sans commune mesure avec celles qui les ont précédées.

De par leur position particulière sur le marché du travail, les femmes subissent de plein fouet les fluctuations de l'économie. Si le travail est, pour employer un néologisme, «

La place des femmes dans l'économie, leur concentration dans certains services, le rôle familial qui leur est dévolu, toutes ces conditions les rendent plus vulnérables aux soubresauts du capitalisme.

généré », les sursauts économiques affligent femmes et hommes de façon spécifique. La place des femmes dans l'économie, leur accès particulier aux ressources productives, leur concentration dans certains services, le rôle familial qui leur est généralement dévolu, toutes ces conditions les rendent plus vulnérables aux soubresauts du capitalisme (UNIFEM).

Dans les périodes de récession qui ont ponctué le capitalisme industriel depuis le dix-neuvième siècle, le secteur primaire, suivi de la construction et du secteur manufacturier en constituaient les premières victimes. Les femmes, sous-représentées dans ces catégories se trouvaient moins frappées par le chômage. Ainsi, pendant la dépression économique des années trente le taux de chômage des travailleuses est demeuré inférieur à celui des hommes. Concentrés dans les services toujours en expansion et plus protégés des forces extérieures, les cols blancs risquaient moins d'être remerciés. Depuis la guerre jusqu'aux

années 1970, la fonction publique et les services sociaux ont poursuivi leur croissance. Mais depuis les années 1980, les femmes qui soutiennent ces services sont discrètement frappées par les coupures budgétaires gouvernementales. Impatients d'éliminer leurs déficits, privilégiant un budget équilibré plutôt que le plein emploi—quelle que soit la définition de ce dernier—les gouvernements adoptent des mesures d'austérité qui touchent, par exemple, les travailleuses dans le secteur de la santé alors que la sous-traitance met partout en jeu la sécurité de travail des fonctionnaires. Parallèles aux coupures dans les services sociaux, la mondialisation néolibérale et la redistribution internationale du travail déstabilisent les industries traditionnelles.

Les emplois non-qualifiés, contractuels et non-syndiqués, dans les services ou dans l'industrie, se déplacent plus facilement là où les profits sont plus prometteurs. Que ce soit dans les maquilas de la frontière mexicaine où on assemble du matériel électronique ou dans les télécentres de Bangalore où des doigts rapides entrent des données informatiques, la migration vers le Sud guette nombre d'emplois féminins. Malgré l'importance de la tertiarisation de l'économie, le travail non-qualifié dans la production n'est pas pour autant disparu. L'industrie manufacturière qui emploie des ouvrières à bas salaires, souvent immigrantes, est menacée par la main d'œuvre encore plus mal payée d'Asie et d'Amérique latine. Attirées par le travail bon marché des pays en voie de développement, des corporations à la recherche de meilleurs profits délaissent les pays du Nord et ferment leurs portes devant la concurrence des pays du Sud. Les femmes non-qualifiées, celles qui assemblent des produits par exemple, sont les plus facilement remplaçables. Au Québec, on a le cas de la compagnie de t-shirt *Fruit of the Loom* de Trois-Rivières qui, de moins en moins capable de rivaliser avec les bas salaires

des pays moins développés, vient de fermer ses portes en 2001 jetant 654 travailleuses, payées entre 8\$ et 10\$ de l'heure, sur le pavé, « victimes de la mondialisation », admet la ministre des Finances Pauline Marois (Presse canadienne).

L'élimination ou la restriction de certains services et la délocalisation des emplois non-qualifiés se traduisent par une perte d'emplois qui touche plus spécifiquement les femmes. Contrairement à ce qui se passait dans les dépressions précédentes, quand les femmes pouvaient poursuivre leur travail dans les services ou, en dernier recours, s'engager comme domestiques, aujourd'hui, le taux de chômage des travailleuses se rapproche de celui des travailleurs. Jusqu'à très récemment, le taux de chômage masculin était supérieur au taux de chômage féminin mais déjà dans l'Union européenne la situation est inversée.⁷ Au Canada, en septembre 2000, le chômage des femmes atteignait 6 pour cent et celui des hommes 5,8 pour cent, alors qu'au Québec il était de 8,2 pour cent pour les femmes et les hommes (Statistiques Canada 2000). Dans la création d'emplois, de pair avec la sous-traitance, le travail contractuel supplante le travail permanent. Qu'on pense aux employées de Bell Canada où 1300 travailleuses ont perdu un travail à 20\$ de l'heure remplacé, pour 1000 d'entre elles, par un autre à 10\$. En Ontario entre 1995 et 1998, Northern Telecom a amputé d'un quart sa main d'œuvre canadienne (Statistiques Canada 2000). Il devient difficile pour les travailleuses mises à pied de sympathiser avec leurs rivales du Sud qui attirent comme un aimant les compagnies trans ou multinationales.

Les crises économiques et le chômage engendrent toujours une baisse de la militance syndicale et du taux de syndicalisation. La vulnérabilité de l'emploi décourage le risque. Ces dernières années, la contestation a trouvé d'autres lieux. La prise de conscience de la

perpétuation, voire de l'accentuation des injustices dont les femmes font l'objet explique leur militance dans les mouvements critiques du néo-libéralisme. Des représentantes des groupes de femmes, comme la Fédération des Femmes du Québec, étaient au Sommet de Québec en avril 2001 et au Forum social mondial de Porto Alegre en avril 2002. À la mondialisation néo-libérale, elles opposent un internationalisme solidaire. La résistance au capitalisme global et mondial passe par la solidarité avec les femmes de tous les pays, car la condition des femmes d'ici est indissociable de celles des femmes d'ailleurs.

Une perspective féministe et historique du monde du travail permet non seulement de documenter la place des femmes dans la hiérarchie du travail et des salaires, chose établie depuis longtemps, mais aussi d'identifier certains facteurs d'infériorisation qui renvoient aux rapports sociaux de sexe. La division sexuelle du travail payé et non-payé, fruit d'une longue construction historique, entraîne la perpétuation d'inégalités structurelles sur le marché du travail. La localisation des femmes au travail, sur la ligne de front des transformations du capitalisme néo-libéral et de la réorganisation internationale de la production des marchandises et des services, fait des travailleuses les premières cibles des mutations de l'économie. Leur expérience est à l'avant-garde des grands changements dus à la conjonction des avancées technologiques et de l'idéologie néo-libérale dans la nouvelle donne de l'économie mondialisée.

Andrée Léveque, Département d'histoire, Université McGill. Autour de Scènes de la Vie en Rouge (Renue-Ménage, 1999) et La Norme et les Deviantes (Renue-Ménage, 1989).

¹L'index de l'OCDE pour la ségrégation par occupation et industrie montre de grandes variations dans la ségrégation sexuelle. Elle est plus

prononcée dans les pays qui affichent le plus haut taux de participation, soit le Canada, la Suède et les États-Unis (Bakker).

²Les 5 principales professions féminines, qui renferment 23 pour cent des travailleuses, sont : secrétaires, vendeuses et commis-vendeuses au détail, commis à la comptabilité et personnel assimilé, caissières et infirmières diplômées. Les 5 principales professions masculines, qui comptent 11,9 pour cent des travailleurs, sont : conducteurs de camion, vendeurs et commis-vendeurs au détail, directeurs de la vente au détail, concierges, mécaniciens/techniciens et réparateurs d'automobiles (Institut statistique du Québec 1996).

³Ces abus ont été dénoncés par la Commission royale d'enquête sur les écarts de prix (« Rapport Stevens »).

⁴Au Québec, l'emploi à temps plein pour les femmes opératrices de machines a diminué de 17 pour cent au cours des 10 dernières années (Comité aviseur-femmes en matière de développement de la main-d'œuvre).

⁵Le temps partiel étant établi à moins de trente heures par semaine (Statistiques Canada 2000).

⁶Après impôt, l'écart est de 60 pour cent. Il y a toutefois progrès : en 1986 les femmes recevaient 49 pour cent des revenus des hommes et en 1991, 54 pour cent (Condition féminine Canada).

⁷En 1997, le taux de chômage des femmes était de 12,4 pour cent et celui des hommes de 9,3 pour cent (« Statistiques de l'OCDE »).

References

- Bakker, Isabella. « Women's Employment in Comparative Perspective. » *Feminization of the Labour Force. Paradoxes and Promises.* Eds. J. Jenson, E. Hagen, et C. Reddy. Londres: Polity Press, 1988.
- Canada Conseil du Statut de la Femme. « Indicateurs économiques de l'égalité entre les sexes. » Ottawa, 1998: 19-20.
- Centre d'information et de documen-

tation, Institut de la statistique.
 Québec : Institut de la statistique
 du Québec, octobre 2000.

Comité aviseur-femmes en matière
 de développement de la main-
 d'œuvre. «Le travail des
 Québécoises. État de la situation à
 l'aube du deuxième millénaire.»
 Québec, février 1997.

Forrester, Viviane. *L'horreur
 économique*. Paris: Fayard, 1996.
 Institut statistique du Québec, 1996.
 Institut Statistique du Québec, 2000.
Presse canadienne. 3 mai 2001.

«Rapport Stevens.» Ottawa :
 Imprimeur de Roi, 1937.

«Statistiques de l'OCDE.» 1999.

Statistiques Canada. «Enquête sur la
 population active, 2001.»

Statistiques Canada. «*Le Quotidien*.»
 8 septembre 2000.

Statistiques Canada. «Portrait
 statistique des femmes au Canada,
 1985.» 1985.

UNIFEM. «Enquête sur la population
 active, 2001.» Canada: Statistiques
 Canada. 19 décembre 1999.

Union européenne, Fonds européen
 de développement régional et
 Fonds de cohésion (FEDR-FC),
 2001. 1999.

SPENCER DE CORNEILLE

Sick

I try : to sing; to talk, to
 love
 Everytime I fail: I don't
 get back up
 I slither away: and cut my
 self up
 Until the wounds have
 diseased my
 Skin
 Which demolishes all of
 the sin I am
 In

*Spencer De Corneille is a 14-year-
 old with a unique sense of style.*

KRISTJANA GUNNARS

The Suit

Kristiania, Knut Hamsun wrote, that strange city no one
 escapes from
 until it has left its mark on him...

Perhaps even I have become one of the walking wounded...

The man he wrote about found no food and found no words
 and found no
 shelter, not for mind or body or soul...

sleeping out in the rain on the damp ground, chewing slivers
 of wood....

These days not so strange a city any more, it still has its wind-
 ing roads,
 irregular addresses, houses hither and yon on hills, painted
 white, painted
 red, white, red, white, red...

and the concrete inner core, the pacemaker heart—

I think I have been thrown against the hard edges of this town,
 where I had the bizarre notion that I should get a suit! some
 unknown
 material resembling taffeta and wool, jacket and slacks, noth-
 ing else on...

I would never wear anything else, day and night, I would
 wear
 this navy black, pin-striped, feminine take on the male suit,
 male suit,

male suit, my only outfit!

I would be like Hamsun's hungry writer at the bottom of
 everything
 in life. Who has lost himself and then the key to himself....

Who had only one suit to wear and even that he pawned
 away.

I would end up like that, inheriting even here the wretched of
 the earth,
 and then go off to sea. But so classy. So very classy...

*Kristjana Gunnars is the author of several books of poetry and prose. A new book
 of poetry, Silence of the Country, was published in the spring of 2002.*